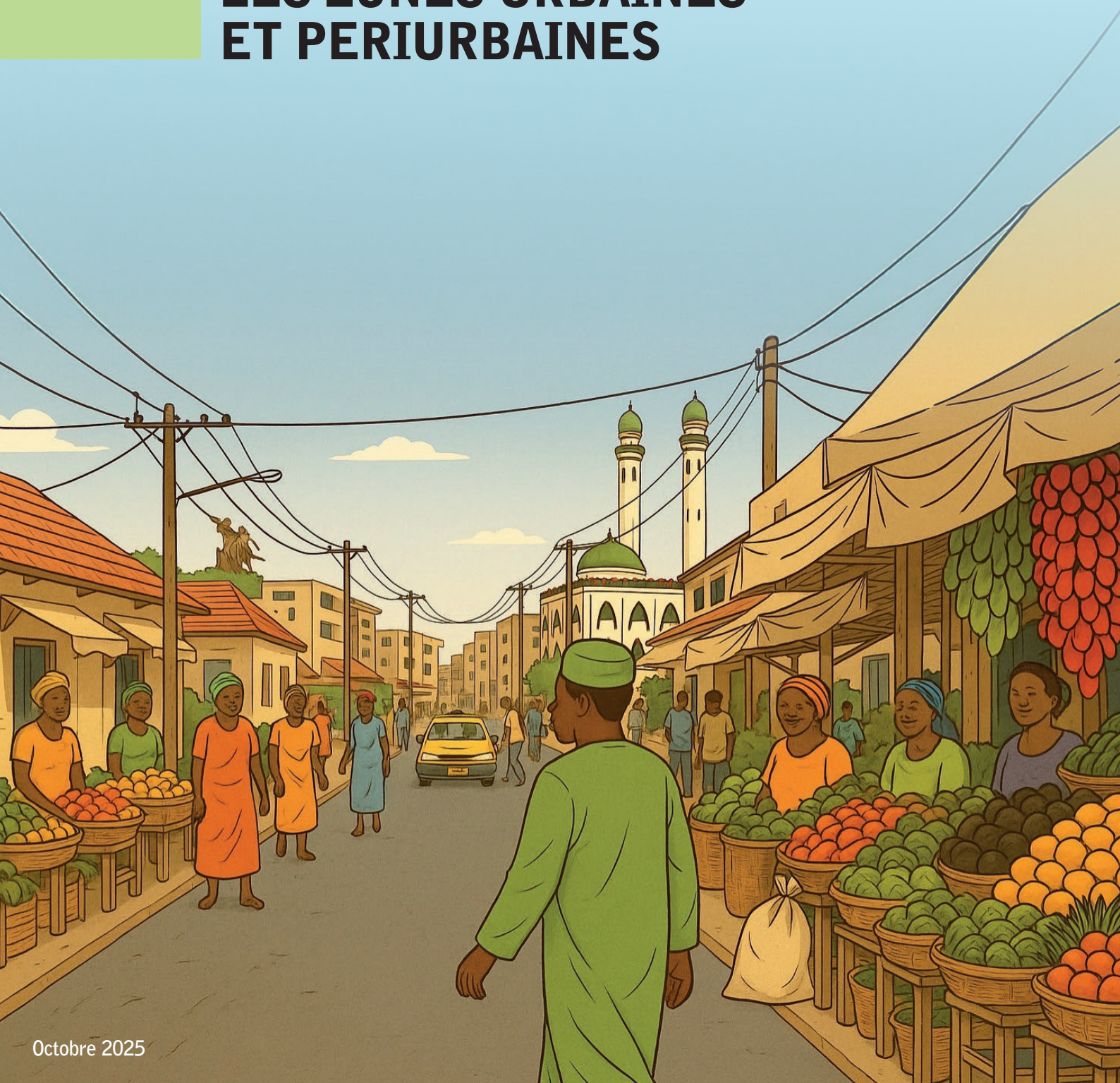


LA SOUVERAINETE ALIMENTAIRE DANS LES ZONES URBAINES ET PERIURBAINES



Mentions légales

Images:

Fondation Heinrich Böll, Abdourahmane DIOP

Directeur de publication:

Fabian Heppe (Heinrich-Böll-Stiftung Dakar)

Direction et coordination du projet :

Fatma Sylla Touré (Heinrich-Böll-Stiftung Dakar),

Edition:

Fabian Heppe, Fatma Sylla Touré, Sokhna Mbossé Seck

Ce document de recherche et d'analyse a été rédigé par :

Abdourahmane DIOP, Consultant Agroéconomiste

Conception graphique et mise en page :

Angelo Zogo

Cette publication est placée sur la licence Creative Commons «Attribution 4.0 International» (CC BY 4.0).

Pour consulter l'accord de licence : <https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode>



Pour citer ce document :

La souveraineté alimentaire dans les zones urbaines et périurbaines, Heinrich-Böll-Stiftung Dakar

Téléchargements: Heinrich-Böll-Stiftung :

Les opinions exprimées sont celles de l'auteur et non pas nécessairement celles de la Fondation Heinrich Böll Sénégal. Elles ne reflètent pas nécessairement l'opinion de la Fondation. La Fondation ne peut être tenue responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans ce document.

Remerciements

La réalisation de ce travail n'aurait été possible sans la contribution et la générosité dans le partage de nombreuses personnes et institutions.

La Fondation Heinrich Böll Sénégal (hbs Dakar) tient donc à remercier l'ensemble des acteurs du système alimentaire dans les zones urbaines et périurbaines qui ont contribué à cette étude majeure pour orienter notre stratégie en faveur de la production et l'alimentation durable.

Nous souhaitons également rendre un hommage tout particulier au Pr Abdou Salam Fall qui nous a malheureusement quitté ce vendredi 15 Août 2025. Nous avons été marqués par la profondeur et la densité intellectuelle qui le caractérise ainsi que sa disponibilité dans le cadre de cette étude. Sa contribution a grandement contribué à façonner notre connaissance des enjeux et défis liés à la souveraineté alimentaire dans les zones urbaines et périurbaines. Sa mémoire restera à jamais associée à ce travail. Nous adressons nos sincères condoléances à sa famille et au monde universitaire.

À tous et à toutes, nous exprimons notre immense gratitude.

Table des matières

Liste des sigles et acronymes	5
Introduction	6
Objectifs de l'étude	7
I. Approche méthodologique détaillée	8
1. Revue documentaire et préparation	9
2. Collecte des données	9
3. Analyse des données et rédaction du rapport	10
4. Cadrage de l'étude	10
II. État des lieux de la production et la consommation dans les zones urbaines et périurbaines	12
1. L'urbanisation et ses implications sur la souveraineté alimentaire	13
2. Le système de production dans les zones urbaines et péri-urbaines	14
3. La distribution et la consommation dans les villes	15
III. Souveraineté alimentaire dans les villes : enseignements clés et leviers pour l'alimentation durable	17
1. Typologie des interventions	18
2. Tendance des habitudes alimentaires et analyse des facteurs influençant la production et la consommation des produits locaux	20
3. Facteurs limitant l'accès aux marchés urbains et l'adoption des produits locaux	22
3.1. Facteurs limitants l'accès des producteurs aux marchés urbains	22
3.2. Facteurs limitant l'adoption des produits locaux	25
4. Leviers pour l'accès aux marchés urbains et l'adoption des produits locaux par les consommateurs	25
Conclusion	29
Annexes	29
Références bibliographiques	30

Liste des tableaux

Tableau 1 : Cibles pour la collecte des données	14
Tableau 2 : Essai de capitalisation sur les initiatives en lien avec la promotion des produits locaux/produits agroécologiques dans les zones urbaines et périurbaines	19
Tableau 3 : Analyse transversale de la dimension Genre	28

Liste des figures

Figure 1 : Fréquence de mots pour les déterminants des habitudes alimentaires	24
Figure 2 : Vision des acteurs par rapport à la souveraineté alimentaire	27

Liste des sigles et acronymes

ACRA	Association de Coopération Rurale en Afrique et en Amérique latine
ADEC	Association pour la Défense de l'Environnement et des Consommateurs
ANAT	Agence Nationale de l'Aménagement du Territoire
ARM	Agence de Régulation des Marchés
ASCOSEN	Association des Consommateurs du Sénégal
ASD	Agriculture Saine et Durable
ASN	Association Sénégalaise de Normalisation
BAD	Banque Africaine de Développement
CICODEV	Institut panafricain pour la Citoyenneté, les Consommateurs et le Développement
COVID	Maladie à coronavirus
DCI	Direction du Commerce Intérieur
DPDT	Direction de la Promotion du Développement Territorial
DYTAES	Dynamique pour une Transition Agroécologique au Sénégal
ENDA PRONAT	Environnement Développement Action pour la Protection Naturelle des Terroirs
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FENAB	Fédération Nationale pour l'Agriculture Biologique
FPMN	Fédération des Producteurs Maraîchers de la zone des Niayes
FRA	Fabrication et mise sur le marché
GRDR	Groupe de Recherche et de Réalisations pour le Développement Rural
HBS	Heinrich Böll Stiftung
IFAN	Institut Fondamental d'Afrique Noire
LANAC	Laboratoire National d'Analyses et de Contrôle
LARTES	Laboratoire de Recherche sur les Transformations Économiques et Sociales
MASAE	Ministère de l'Agriculture, de la Souveraineté Alimentaire et de l'Élevage
MSAS	Ministère de la Santé et de l'Action Sociale
MUCTAT	Ministère de l'Urbanisme, des Collectivités Territoriales et de l'Aménagement des Territoires
OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
ONG	Organisation Non Gouvernementale
SPG	Système Participatif de Garantie
UCAD	Université Cheikh Anta Diop de Dakar

Introduction

À l'horizon 2050, près de 70% de la population mondiale habitera en ville avec la plus forte croissance attendue dans les pays asiatiques et africains (FAO, 2023). Cette urbanisation galopante en Afrique, et particulièrement au Sénégal pose des défis majeurs aux systèmes alimentaires. D'une part, les espaces de production qui existent en ville se rétrécissent au profit de l'habitation et des infrastructures. D'autre part, la forte concentration dans les villes pose d'énormes défis sur le plan de l'approvisionnement alimentaire et accentue davantage les inégalités face aux vulnérabilités multiples des systèmes alimentaires. En effet, les recherches de Stevano, Johnston and Codjoe (2020) ont montré que le statut socio-économique était une dimension cruciale. En outre, les ménages pauvres en milieu urbain font face au défi de l'accès à une alimentation saine, dans un environnement où les choix de produits sains et accessibles sont limités.

Le Sénégal, à l'instar d'autres pays africains, dépend encore fortement des importations de produits alimentaires. En effet, entre 2014 et 2021, les importations alimentaires du Sénégal sont passées de 405,2 milliards à 634,45 milliards FCFA (BAD, 2023). En 2021, les importations alimentaires représentaient environ 21,4% du total des importations sénégalaises. Cela en fait l'un des postes budgétaires les plus importants, juste après les hydrocarbures, qui dominent traditionnellement la facture d'importation du pays (MARTA CASA-NOVAS et al., 2024).

Par ailleurs, à l'instar des autres villes africaines, l'urbanisation reste galopante à Dakar. En effet, du fait de son attractivité sur le plan économique, administratif, politique et commercial, la région de Dakar concentre plus de 4 millions d'habitants, soit le quart de la population sénégalaise (OIM, 2023).

À la faveur de cette forte attractivité, des changements profonds s'opèrent dans les modes de consommation et les circuits de distribution bouleversant ainsi les rapports de force entre les acteurs du système alimentaire. Au même moment, émergent dans les villes une classe moyenne ainsi que la grande distribution. Ces changements sont à la fois source de défis et d'opportunités pour les acteurs du système alimentaire aux niveaux local, national et régional. En effet, les zones urbaines et périurbaines renferment une grande part de la

demande alimentaire (Mboup and Malick, 2024). La consommation alimentaire dans les villes évolue rapidement en quantité (du fait de l'urbanisation) mais aussi en qualité avec des consommateurs recherchant des produits de plus en plus pratiques, diversifiés et sûrs (Paul Adeosun, Greene and Oosterveer, 2022). Elle s'est également traduite par une demande accrue d'aliments transformés et des services de restauration hors domicile (Paul Adeosun, Greene and Oosterveer, 2022). En parallèle, les environnements alimentaires influencent les décisions des consommateurs en termes d'achat, de préparation et de consommation alimentaire (Véronique Thériault et al., 2024). Dans les environnements alimentaires comme les villes, les consommateurs dépendent à 90% des marchés pour approvisionnement en produits alimentaires (Karg et al., 2022). L'accessibilité et la disponibilité des points de vente et des produits alimentaires, ainsi que les possibilités de mobilité des consommateurs, influent sur les choix alimentaires (en plus du prix, des informations liées au produit : origine, qualité etc.).

Malheureusement, la consommation au niveau de ces zones reste fortement tributaire des importations. De plus, plusieurs barrières structurelles et politiques freinent l'exploitation des opportunités liées à la hausse et la diversification de la demande alimentaire. Pour faire face à ce problème, la souveraineté alimentaire émerge comme un impératif et est matérialisée comme une priorité dans l'agenda politique du Sénégal.

Jusque-là, le discours sur la souveraineté alimentaire a été largement orienté en faveur d'une agriculture paysanne et rurale, mais la configuration des villes expose chaque jour une pléthore d'actions concrètes nécessaires pour la souveraineté alimentaire. C'est pourquoi, au niveau des zones urbaines et périurbaines, la souveraineté alimentaire revêt un enjeu capital. Portée par les politiques et les autres acteurs du système alimentaire, elle se présente comme une alternative au système corporatiste caractérisé par une forte dépendance aux importations (circuits longs), ce qui rend les populations vulnérables face aux chocs économiques. L'un des arguments les plus avancés est le renforcement du lien direct, basé sur la solidarité entre producteurs et consommateurs mais plus largement sur le renforcement de l'approvisionnement local en vue de faire face aux multiples chocs structurels liés aux

différentes crises affectant l’approvisionnement alimentaire au niveau mondial (crise Covid, guerre en Ukraine). Elle inscrit ainsi un changement de paradigme en réduisant les distances physiques à travers des circuits courts, mais espère établir un lien direct entre producteurs et consommateurs, ce qui signifie une rémunération plus juste et équitable aux premiers et des prix accessibles pour les derniers (Edelman et al., 2014). Elle s’impose ainsi comme une réponse structurelle aux inégalités liées à la forte urbanisation et à la vulnérabilité liée aux chaînes d’approvisionnement.

C’est dans ce contexte que s’inscrit cette étude qui présente les leviers pour renforcer le lien entre producteurs et consommateurs dans l’agriculture urbaine et périurbaine. Pour ce faire, l’étude partira d’une lecture croisée des initiatives de promotion de la production et la consommation durables dans les zones urbaines et périurbaines avant d’identifier les principaux facteurs limitants ainsi que les leviers pour un changement durable dans les façons de produire et de consommer dans les villes.

.....

Objectifs de l’étude

L’étude vise à :

- Analyser les facteurs influençant les choix alimentaires et étudier les alternatives pour favoriser la consommation de produits locaux et réduire la dépendance aux importations.
- Examiner les facteurs limitant l’accès des producteurs locaux aux marchés urbains et l’adoption des produits locaux par les consommateurs et identifier également les opportunités de structuration des circuits courts pour mieux intégrer les produits issus de l’agriculture urbaine et périurbaine dans le marché local.
- Identifier les modèles économiques qui permettent de garantir la viabilité financière des circuits courts, en assurant une juste rémunération aux producteurs, tout en rendant les produits locaux accessibles aux consommateurs urbains.

I. APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE DÉTAILLÉE



1. Revue documentaire et préparation

■ Analyse de la documentation : rapports, rapports d'évaluation, études

Il s'agit de l'analyse des rapports, études et documents de conception de projets disponibles auprès de la Fondation Heinrich Böll (hbs Dakar), de ses partenaires, mais également au niveau des acteurs intervenant dans la promotion des produits agroécologiques en zone urbaine. La documentation permet de renseigner les objectifs des initiatives présentes ou passées, les cibles, l'approche, les zones d'intervention, la typologie des activités, les résultats obtenus, les contraintes rencontrées et les éléments de capitalisation, etc. L'accent a été également mis sur la documentation en lien avec l'agriculture urbaine, la consommation alimentaire, les marchés de l'agriculture urbaine et péri-urbaine.

2. Collecte des données

■ Cartographie des interventions.

L'exploitation de la documentation permet dans un premier temps de réaliser une première cartographie des acteurs intervenant dans la promotion des produits agroécologiques et les produits locaux issus des zones urbaines et périurbaines au Sénégal. Cette cartographie permet de caractériser les projets et de documenter les leçons apprises. Au Sénégal, la plupart des acteurs sont réunis au sein

de réseau afin de décupler leur impact et de mieux harmoniser leur plaidoyer. Dans le domaine de l'agroécologie, la DYTAES (Dynamique pour une Transition Agroécologique au Sénégal) regroupe une grande majorité des acteurs de l'agroécologie au Sénégal. Étant donné que l'étude s'articule autour de la souveraineté alimentaire dans un contexte urbain, il est nécessaire de définir un filtre permettant de limiter la collecte des données aux organisations travaillant directement dans le contexte urbain et péri-urbain. Cette liste a été complétée avec les parties prenantes au sein de la Fondation hbs Dakar ainsi qu'au travers des discussions avec les acteurs rencontrés dans le cadre de cette étude. Ces derniers ont permis d'identifier des expériences réussies en lien avec les trois axes d'analyse de l'étude.

■ Entretien et focus group avec des informateurs clés

Cibles :

La collecte des données s'est faite auprès des cibles indiquées sur le tableau suivant. En outre, la méthode boule de neige a été utilisée afin d'élargir cette liste par suite des recommandations d'acteurs sollicités dans le cadre de l'étude. Le choix des cibles repose sur un alignement de leurs interventions avec les objectifs de l'étude et les axes d'analyse de même que la pertinence des actions de ces acteurs en lien avec la souveraineté alimentaire dans un contexte urbain et périurbain.

Tableau 1 : Cibles pour la collecte des données

Catégories d'acteurs	Organisations
OSC/ONG/Organisme international	• CICODEV • FENAB • ENDA PRONAT • LARTES-IFAN • ONG ACRA
Plateforme de commercialisation/Commerçants	• Calebasse Verte • Mlouma • Soreetul
Production/Organisation de producteurs	• FENAB • FPMN
Collectivités locales	• Service départemental de Rufisque
Consommateurs/Associations de consommateurs	• ASCOSEN • SOS Consommateurs • ADEC

3. Analyse des données et rédaction du rapport

L'analyse des données a été axée sur une approche qualitative et est articulée autour des trois dimensions de l'étude (comportementale, économique et territoriale). Les données collectées lors des entretiens semi-directifs ont été codées afin d'identifier des thématiques récurrentes. L'approche déductive a été utilisée. Les données quantitatives issues principalement de la revue documentaire et des entretiens semi-directifs ont été croisées avec les données qualitatives dans le but de trianguler les informations. Les études de cas qui sont présentées permettent de mettre en lumière les facteurs de succès et d'échec des interventions. L'analyse est faite à partir des données de capitalisation des expériences et prend en compte aussi bien les processus que les résultats des interventions. Pour respecter l'anonymat des participants, le numéro du participant ainsi que sa fonction sont présentés.

4. Cadrage de l'étude

Au vu du caractère large de l'étude, l'analyse de la souveraineté alimentaire a été limitée aux filières horticoles et dans une certaine mesure aux produits locaux transformés (céréales et produits hor-

ticoles). Cette orientation a permis d'approfondir les analyses sur les dynamiques de production, transformation et consommation de ces produits. Par ailleurs, cette démarche permet d'affiner les axes stratégiques en évitant qu'elles soient trop générales ou non applicables à d'autres filières. En revanche, d'autres filières stratégiques n'ont pas été assez documentées dans le cas de la présente étude telles que les produits halieutiques, la viande, le lait ainsi que leurs produits dérivés, ce qui constitue une des limites de l'étude tout en étant une opportunité pour de futures investigations. Par ailleurs, afin de compléter l'analyse sur la cartographie du système alimentaire, une revue bibliographique préliminaire a été réalisée afin de donner un aperçu sur les éléments suivants :

- Les enjeux liés à l'urbanisation et ses implications sur la production et la consommation ;
- La situation de la production dans les zones urbaines et périurbaines en prenant l'exemple de Dakar : il s'agit de faire une photographie des systèmes et sites de production ainsi que les différents circuits de distribution ;
- La situation de la consommation : il s'agit de faire un état des lieux des changements dans les habitudes de consommation.





HEINRICH
BÖLL
STIFTUNG
DAKAR

II. ÉTAT DES LIEUX DE LA PRODUCTION ET LA CONSOMMATION DANS LES ZONES URBAINES ET PÉRIURBAINES



1. L'urbanisation et ses implications sur la souveraineté alimentaire

L'urbanisation a des conséquences complexes et diverses sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations urbaines. L'une des conséquences majeures reste l'augmentation de la surface bâtie au détriment des surfaces dédiées à la production agricole. À la faveur de l'urbanisation, la valeur du foncier augmente entraînant l'accaparement des terres agricoles au profit des zones industrielles et résidentielles (Nchanji et Nchanji, 2022). Cette dynamique réduit fortement les capacités d'expansion de l'agriculture dans les villes, pourtant gage d'une certaine proximité avec les marchés. De plus, cette disparition des terres des agriculteurs urbains les place davantage dans une situation de précarité par la perte de leur emploi. Au niveau de Dakar et ses environs, l'insécurité foncière vient de l'absence de gage comme le révèle l'étude de Cissé (2022) qui n'indique qu'aucun des propriétaires de champs n'a de véritable droit sur les terres qui leur ont été attribuées à des fins agricoles au niveau de la zone de Bambilor. Par ailleurs, la mise en place d'infrastructures de grande envergure dans les années

récentes (autoroutes Dakar-Mbour et Dakar-Thiès, nouvelle ville de Diamniadio avec ses espaces ministériels, Train Express Régional, centres de conférence et d'exposition, son parc industriel, etc) a eu des conséquences sur l'expansion de la ville.

Parallèlement, l'urbanisation influence les habitudes de consommation. Parmi les causes majeures des changements dans les habitudes alimentaires, figurent la croissance démographique, l'urbanisation galopante, l'amélioration des revenus et les changements dans les styles de vie – qui sont le plus souvent associés aux deux premières causes (Marivoet et al., 2021; Karg et al., 2022). Parmi les effets les plus visibles des changements dans les modes de consommation et de production en villes, figure l'avancée de l'alimentation de rue avec 50% des repas pris hors du domicile par les habitants des villes (Mahamet, 2021; Paul Adeosun, Greene et Oosterveer, 2022). De plus la demande en produits transformés augmente dans les villes du fait de l'urbanisation rapide et l'amélioration des revenus qui ont pour corolaire la recherche d'une alimentation « plus facile à préparer et à consommer » (Mahamet TIMÉRA et al., 2021).



2. Le système de production dans les zones urbaines et péri-urbaines

L'agriculture urbaine et périurbaine (AUP) de Dakar repose sur un tissu diversifié de producteurs. Les producteurs en zones urbaines et périurbaines au Sénégal, notamment à Dakar, se répartissent en plusieurs catégories :

Petits maraîchers familiaux

Ces agriculteurs, souvent issus de ménages à faible revenu, pratiquent une agriculture de proximité pour répondre aux besoins alimentaires locaux et diversifier leurs revenus. Cette pratique se fait au niveau également du domicile avec l'utilisation des bouteilles et tables qui servent de support à la production (Diop, 2020, non-publié). Cette activité est majoritairement réalisée par les femmes comme le souligne l'étude de De Marinis, Mazzocchi et Sali (2023). De plus, l'étude de MARRAS et al. (2016) qui stipule que Dakar est la région où le pourcentage de ménages agricoles dirigés par les femmes est le plus élevé (26%), contre 15% au niveau national confirme la présence des femmes dans les activités de production maraîchère dans la région de Dakar.

Exploitations structurées dans les Niayes

Ces agriculteurs, plus organisés, approvisionnent les grands marchés de Dakar et ciblent parfois l'exportation (fruits et légumes vers l'UE) de même que la grande distribution (OIM, 2023). Ils opèrent sur des parcelles plus grandes, notamment dans la zone des Niayes (Sangalkam et Bambilor pour le cas de Dakar) (CRDI, 2001). La plupart des fermes commerciales sont situées dans des

zones suburbaines. En raison de la forte urbanisation de la région de Dakar, la zone périurbaine, est le seul endroit qui dispose encore d'espaces où de plus grandes exploitations agricoles peuvent être implantées. La motivation première de ces maraîchers est de produire principalement pour le marché.

Micro-jardiniers urbains

Promus par la FAO depuis 1999, ils ont été mis en place pour renforcer la sécurité alimentaire des populations vulnérables en milieu urbain, particulièrement au Sénégal et dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest. Ces micro-jardins, souvent portés par des programmes de développement et des ONG en collaboration avec des institutions comme la FAO, touchent principalement des femmes et des ménages à faibles revenus. Ils permettent la production d'aliments frais à des fins d'autoconsommation et de commercialisation locale, contribuant ainsi à diversifier les revenus et améliorer la nutrition. Ces actions s'inscrivent dans une dynamique régionale où l'agriculture urbaine représente une source essentielle de subsistance et d'emploi pour les populations urbaines, en particulier les femmes (Mougeot, 2006). Les micro-jardins urbains sont généralement de deux types : les jardins institutionnels et les jardins communautaires. Les jardins institutionnels regroupent les jardins des écoles (lycées et écoles primaires) et ceux des centres de promotion communautaire (CPC).

Au niveau de la région Dakar, une vingtaine de sites de production ont été identifiées mais peuvent être regroupés en sept grands sites de production. Le tableau ci-dessous présente les caractéristiques de ces sites ainsi que leur localisation.

Tableau 2 : Caractérisation des sites de production

Sites	Localisation	Caractéristiques des exploitants	Principales contraintes
Zône du technopole	Pikine	Producteurs individuels	• Insécurité foncière (dégagement avec la construction de l'arène nationale et l'extension des cimetières de Pikine, classement du site en Réserve naturelle) • Salinisation des terres
Zone de Keur Massar – Malika	Keur Massar (autour de la décharge de Mbeubeuss)	Producteurs individuels	• Urbanisation de Keur Massar • Réduction des superficies • Insécurité foncière avec la plupart des exploitants squattant des parcelles d'habitation
Site de la forêt classée de Mbao	Pikine	Groupeements (majoritairement) qui ont des contrats de culture avec le service forestier	Superficies exploitées modestes
Zone de Bambilor Gorom	Bambilor	• Exploitants familiaux • Fermes modernes orientées vers l'exportation	• Accès à l'eau • Insécurité foncière • Accaparement des terres avec l'avènement du pôle urbain (2000ha concernés)
Site de Sangalkam	Sangalkam	• Exploitants familiaux • Grandes entreprises • Entreprises de production d'intrants • Industries de transformation • Fermes modernes orientées vers l'exportation	Insécurité foncière
Site de Lendeng	Rufisque Est	• Exploitants familiaux • Producteurs individuels	• Insécurité foncière • Accès à l'eau • Menaces liées à l'implantation des grands projets de l'État (Port minéralier de Sendou, lotissements des HLM)
Site de Sébikotane – Diamniadio	Diamniadio	• Producteurs individuels • Fermes modernes orientées vers l'exportation	Insécurité foncière avec l'urbanisation rapide

Source : (OIM, 2023) et travaux de l'auteur

3. La distribution et la consommation dans les villes

La commercialisation des produits horticoles est assurée majoritairement par un réseau de commerçants à petite et moyenne échelle (bana-bana) et de petits grossistes qui s'approvisionnent directement auprès des producteurs (Ndiaye, 2021). Ils assurent ensuite la distribution auprès des grands marchés urbains, dont les plus importants sont le marché de Gueule Tapée (Camberène), le marché de Rufisque, le marché de Thiaroye, le marché de Castor et le marché de Tilène (Médina) (ibid). Ces grands marchés desservent les petits détaillants dans les quartiers, les restaurants ainsi que les superettes. Les marchés en plein air sont en réalité des grands marchés de détail comme le souligne l'étude de Sidia Diaouma et al. (2023) qui révèle que les commerçants vendent une diversité de variété de produits maraîchers au niveau des marchés urbains.

Parallèlement, l'étude de MARRAS et al. (2016) permet de distinguer trois catégories de point de vente des produits alimentaires :

- Les boutiques de quartier constituant la majorité des points de vente (80%) ;
- Les marchés en plein air qui assurent la commercialisation des produits agricoles et les produits transformés. La plupart des distributeurs dans ces marchés s'approvisionnent auprès des grossistes et demi-grossistes.
- Les supermarchés modernes : leur expansion est récente (2014) avec l'ambition de viser la classe moyenne émergente en leur offrant une meilleure garantie sur la sécurité sanitaire des aliments, une régularité des approvisionnements et une compétitivité relative sur les prix (Ndiaye, 2021).

S'agissant des habitudes de consommation, des disparités existent selon la catégorie socio-économique des ménages. En effet, les ménages les plus riches sont plus en mesure de diversifier leur alimentation en comparaison avec les ménages les plus pauvres. De plus, l'alimentation saine reste hors de portée des ménages à revenus faibles et intermédiaires. Des changements émergent également sur les lieux d'achat alimentaire. En effet, les récentes études mettent en lumière l'avancée de l'alimentation de rue. Les analyses des données de consommation révèlent un changement dans les lieux de consommation en ce sens que 40 à 50% des ménages ciblés ont vu un de leurs membres recourir à la consommation d'aliments en dehors du domicile (Véronique Thériault et al., 2024).

Par ailleurs, l'urbanisation et l'augmentation des revenus induisent une mutation des environnements alimentaires. L'urbanisation – y compris au niveau des villes secondaires et des petites agglomérations dans les zones semi-rurales – est corrélée à la multiplication et à la diversification des points de vente alimentaires, tels que les boutiques, les kiosques et les supermarchés. Ces phénomènes vont de pair avec une offre alimentaire différenciée par point de vente, par exemple quant au degré de transformation, de disponibilité de denrées périssables ou de niveaux de sécurité sanitaire des aliments. Par ailleurs, l'urbanisation est associée à l'accroissement des inégalités économiques, ce qui a des répercussions sur l'accessibilité économique des aliments (de Bruin, Dengerink et van Vliet, 2021). La combinaison de ces facteurs engendre des environnements alimentaires complexes et évolutifs.



III. SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE DANS LES VILLES : ENSEIGNEMENTS CLÉS ET LEVIERIS POUR L'ALIMENTATION DURABLE



1. Typologie des interventions

L'analyse thématique fait ressortir 3 types d'interventions ciblant les producteurs et consommateurs dans l'agriculture urbaine et périurbaine :

Le soutien aux producteurs

Ce type d'intervention concerne la structuration et l'appui technique des groupements de producteurs (exploitant à une petite et moyenne échelle), l'encadrement technique, la mise à disposition de matériels de production notamment les tables pour le micro jardinage, et la mise en relation avec les institutions de financement. Toutefois, les pratiques de micro jardinage servent plutôt à la diversification de l'alimentation des ménages. La production reste très peu intensive. En effet, les productions restent marginales et destinées en premier lieu au ménage même si la commercialisation de certains produits maraîchers et des plantes aromatiques est faite au niveau des jardins communautaires. Les principales interventions analysées sont les projets de micro jardinage mis en œuvre par la FAO et la Ville de Dakar ainsi que le projet de promotion de l'agriculture saine et durable de ENDA PRONAT.

La commercialisation et le branding

Il s'agit de la mise en relation entre producteurs et consommateurs à travers la mise en place de marchés du type "farmer's market" pour les produits issus de l'agriculture urbaine, l'appui à la communication et au branding et la labellisation des produits (système participatif de garanti). Les initiatives de mise en relation entre les producteurs et les consommateurs sont de diverses catégories. Il s'agit notamment de l'initiative « Sel Sellal » de ENDA PRONAT ainsi que les initiatives privées de commercialisation mises en œuvre par des entreprises actives dans la distribution des produits locaux et/ou agroécologiques (Soreetul et Calabasse Verte). Il peut s'agir également d'initiatives temporaires telles que les marchés Bio Dialaw.

La sensibilisation et la consommation

Il s'agit de toutes les actions destinées presque exclusivement aux consommateurs. Elles comprennent les actions de défense et de protection des consommateurs et les actions d'éducation et de sensibilisation des consommateurs. La majorité des acteurs ont déclaré que les actions de sensibilisation en masse sont très récentes et ont souvent une portée très limitée sur le plan géographique. Ainsi, des acteurs privés comme les plateformes de distribution des produits agroécologiques et/ou locaux sont obligés de consacrer une partie de leurs ressources à la sensibilisation des consommateurs. C'est le cas de l'entreprise Soreetul, par exemple, qui organise des séances de dégustation pour faire découvrir certains produits comme le fonio. Les interventions de type sensibilisation sont orientées vers la communication à grande échelle afin d'inciter les consommateurs à opérer des changements durables dans leurs habitudes de consommation alimentaire. L'objectif est d'améliorer la visibilité des produits locaux. Cependant, il est difficile de mesurer l'impact de la sensibilisation sur les habitudes de consommation.

L'essentiel des interventions identifiées dans le cadre de cette capitalisation concerne la zone d'étude : Dakar et la petite côte. Cette cartographie a été complétée par la capitalisation des expériences de l'ONG ACRA dans la sous-région. Le tableau suivant constitue un essai de capitalisation des interventions des acteurs interrogés dans le cadre de cette étude. L'analyse thématique a permis d'identifier ainsi les acquis, les limites ainsi que les facteurs de succès des différents types d'initiatives visant à renforcer le lien entre producteurs et consommateurs dans l'agriculture urbaine et périurbaine.

Tableau 2 : Essai de capitalisation sur les initiatives en lien avec la promotion des produits locaux/produits agroécologiques dans les zones urbaines et périurbaines

Type d'initiative	Acquis	Facteurs de succès	Limites
Mise en relation producteurs et consommateurs ou producteurs et transformateurs	- Mise en place d'un marché dédié aux produits sains et durables (Marchés hebdomadaires avec l'initiative « Sel Sella » par exemple) - Modèle alternatif (par exemple Sel Sella) de commercialisation avec un premium sur le prix en comparaison avec les circuits classiques impliquant les intermédiaires - Base de données des clients disponible dans le cadre des initiatives de mise en relation	- Diversité des produits (les consommateurs souhaitent disposer de tous les produits dont ils ont besoin en un seul lieu) - Réalisation d'une étude de marché pour mieux caractériser l'offre et la demande en produits locaux/agroécologiques (L'étude permet de mieux cerner la demande et de justifier les efforts de mise en place d'un marché) - Implication des collectivités territoriales dans l'identification des acteurs	- Faible autonomie : sans l'aide d'un partenaire, les acteurs directs (producteurs, consommateurs ou transformateurs) disposent de peu de moyens pour mettre en place des marchés ou assurer la coordination de ce type d'initiatives - Défis logistiques (le transport de même que la conservation des produits posent souvent d'énormes défis) - La vente physique marche plus que la vente en ligne (les consommateurs préfèrent choisir eux-mêmes leurs produits, surtout s'il s'agit des produits frais) - L'accessibilité des marchés est un facteur important
Labellisation	Obtention d'un label (certification par les pairs) : ASD devenu SPG	Coût abordable (L'adoption du label par les producteurs dépend fortement des coûts liés à son accès)	- Contraignant du point de vue technique pour certains producteurs - Faible possibilité pour le consommateur de vérifier la qualité du label - Faible place de la labellisation dans les facteurs déterminant la décision d'achat des produits locaux/agroécologiques
Communication à grande échelle pour les consommateurs	- Mise en lumière du travail des associations des consommateurs - Meilleure visibilité des produits locaux	Associer médias de masse et réseaux sociaux : l'utilisation de média de masse (radio, télévision, etc) est primordiale pour renforcer la visibilité et l'impact des actions de sensibilisation	- Faible « digital literacy¹ » des consommateurs (il faut d'abord s'assurer que les cibles ont un minimum de connaissance sur l'utilisation des outils digitaux) - Difficultés de mesurer l'impact réel sur les habitudes de consommation - Utilisation du digital (réseaux sociaux) - Manque de sponsor

1 La littératie numérique est la capacité de naviguer dans notre monde numérique en utilisant la lecture, l'écriture, les compétences techniques et la pensée critique. Il s'agit d'utiliser la technologie, comme un smartphone, un PC, une liseuse, etc., pour trouver, évaluer et communiquer des informations

Type d'initiative	Acquis	Facteurs de succès	Limites
Appui à la production dans les zones urbaines et péri-urbaines	- Mise en place de jardins communautaires - Meilleure prise en compte de l'agriculture urbaine par les autorités locales - Appui en intrants pour la production	Résultats tangibles visibles Collaboration avec les municipalités	- Durabilité des projets - Production limitée - Absence de sécurité sur le foncier - Les équipes municipales changent : l'instabilité au sein des équipes municipales s'avère être un défi pour la continuité de programmes de soutien à la production urbaine. La sensibilisation et l'adhésion des autorités municipales pour des actions en faveur de l'agriculture urbaine peut prendre du temps. Un changement au sein des équipes municipales signifie souvent une reprise du travail de sensibilisation

Source : travaux de l'auteur

2. Tendance des habitudes alimentaires et analyse des facteurs influençant la production et la consommation des produits locaux

Facteurs influençant les choix alimentaires dans les zones urbaines et périurbaines

Les tendances alimentaires dans les zones urbaines changent au gré de multiples facteurs à la fois structurels et conjoncturels.

Un regain d'intérêt pour la consommation durable

Les résultats de l'analyse thématique montrent une visibilité accrue pour la consommation durable. En effet, les données qualitatives indiquent que les consommateurs sont de plus en plus conscients de l'intérêt du consommer local, notamment pour ceux qui ont des soucis de santé. S'il est vrai que ce vent de changement s'est opéré depuis plusieurs années, il a été fortement renforcé lors de la pandémie de COVID-19 avec la fermeture des frontières. Les ménages urbains ont une meilleure conscience du potentiel des produits locaux. Cela a permis de renforcer également la visibilité de certains produits locaux. Il s'agit notamment du « Bouye » qui a connu ces dernières années des ruptures fré-

quentes même si les exportations de ces produits connaissent également une amélioration.

De l'avis des acteurs interrogés, les consommateurs utilisent même d'autres formes de valorisation des produits locaux, ce qui crée une demande grandissante de ces produits. Par exemple, les fruits du baobab étaient principalement valorisés en jus. De plus en plus, les consommateurs adoptent d'autres formes de valorisation comme les bonbons, le thé (« wass ») à base de fruit du baobab etc. Cette analyse est confortée par cette citation qui souligne que plus de populations sont aujourd'hui intéressées par la consommation durable dans les zones urbaines :

Responsable de programme Agroécologie dans une organisation de la société civile :

Aujourd'hui, je trouve qu'il y a un intérêt qui est là et qui croît. Et surtout qui change un peu de public. C'est-à-dire qu'avant, c'était un petit groupe qui était plus intéressé et qui se donnait les moyens de consommer ces produits-là. Aujourd'hui ça avance un peu plus. Les gens sont conscients de l'intérêt de consommer des produits locaux et des produits du terroir.

Plusieurs facteurs expliquent cet intérêt marqué pour la consommation des produits locaux (céréales locales, produits forestiers non-ligneux etc...).

De façon générale, les consommateurs qui marquent un intérêt pour les produits locaux présentent l'une ou plusieurs de ces caractéristiques suivantes :

- Ceux qui sont conscients des propriétés nutritionnelles des produits locaux ;
- Ceux qui ont des problèmes de santé (diabétiques) ;
- Ceux qui ont dans leur environnement des restaurants valorisant les produits locaux sous une forme accessible : par exemple la restauration de rue avec les bouillies de céréales locales ;
- Ceux qui ont les moyens de payer un prix au-dessus des prix de la plupart des produits importés.

Cependant, cet élan d'enthousiasme autour des produits de la consommation durable (produits locaux ou agroécologiques) est freiné par la réalité du marché. L'analyse thématique souligne le prix des produits locaux comme une des principales barrières à la consommation durable dans les zones urbaines. Les produits agroécologiques sont principalement considérés comme des produits de niche et achetés en majeure partie par des expatriés comme l'évoque un des participants à cette étude :

Fondatrice d'une entreprise de distribution des produits agroécologiques :

Pour le moment, nos clients sont à 60% des expats.

De ce fait, les consommateurs regardent le plus souvent le prix avant les aspects de qualité ou de label. Cela souligne la nécessité de renforcer les actions de marketing mettant en exergue les qualités nutritionnelles des produits locaux.

Parallèlement, les habitudes de consommation changent avec la place prépondérante de l'alimentation de rue comme l'atteste cette citation :

Vice-Président association de consommateurs :

L'alimentation de rue se développe. Les populations ont tendance à consommer plus d'aliments de rue tels que bouillie, sandwich, plats chauds. Ce phénomène est lié au pouvoir d'achat, et au mode de vie. La grande masse des populations n'a pas le pouvoir de se payer le restaurant et pour ceux qui travaillent, il n'est pas possible d'aller à la maison pour manger à midi. Ce qui les pousse à trouver dans l'alimentation de rue une alternative.

Malgré tout, la grande distribution et les produits ultratransformés sont bien présents

Du fait de leur cherté en comparaison avec les produits de consommation durable, les consommateurs optent pour les produits ultratransformés² ou importés via la grande distribution. Dans les zones urbaines et périurbaines, cela s'explique également par les changements dans les modes de consommation avec un besoin de cuisine rapide et de commodité et plus largement du fait de l'amélioration des revenus. Au-delà des facteurs socio-économiques, les facteurs liés à l'environnement du consommateur restent les plus déterminants pour expliquer les tendances de consommation des produits importés au détriment des produits locaux. D'une part, l'arrivée des entreprises de la grande distribution (Auchan, Carrefour etc) a renforcé la présence des produits importés et des produits ultra transformés. Ce phénomène, combiné à l'émergence d'une classe moyenne, a favorisé l'achat d'aliments ultra transformés. En réalité, d'après les résultats de l'analyse thématique, la fréquentation des commerces de la grande distribution n'est pas exclusive à la classe moyenne. L'emplacement des grandes enseignes de la grande distribution a presque démystifié le supermarché qui devient même accessible aux ménages de classe modeste, surtout en période d'hivernage quand des problèmes de salubrité se posent dans les marchés classiques. Même si les produits locaux sont de plus en plus vendus au niveau de la grande distribution, des défis majeurs existent tels que les délais de paiement jugés long par la plupart des fabricants locaux, la faible capacité des petites industries de transformation à couvrir les besoins de la grande distribution (volume, respect des délais de livraison, logistique, niveau de qualité requise et fréquence de livraison).

2 Produits industriels prêts à consommer qui sont « fabriqués principalement ou entièrement à partir de substances dérivées d'aliments, et d'additifs, avec peu ou pas d'aliments intacts

Ensuite, l'essentiel des produits agroécologiques se vend dans des boutiques spécialisées ou au niveau des foires, ce qui réduit davantage l'exposition de cette offre de produits durables dans l'environnement du consommateur lambda. Au-delà des facteurs socio-économiques et de l'environnement du consommateur et avant même la décision d'achat du consommateur :

Fondatrice d'une entreprise de distribution des produits agroécologiques :

La présentation du produit influence les tendances de consommation alimentaire.

Le consommateur est d'abord influencé par la présentation du produit, d'où l'importance du packaging. De ce fait, le marketing émotionnel, à travers la publicité, influence la décision d'acheter un produit avant même le prix.

3. Facteurs limitant l'accès aux marchés urbains et l'adoption des produits locaux

3.1. Facteurs limitants l'accès des producteurs aux marchés urbains

Les facteurs limitant l'accès des producteurs aux marchés urbains peuvent être classés en deux groupes : les défis liés à la production et à l'approvisionnement et les contraintes commerciales, et économiques.

Facteurs liés à la production et à l'approvisionnement des marchés urbains

Les fruits et légumes constituent l'essentiel des produits agricoles issus de la production urbaine. Les autres produits tels que les céréales et la viande proviennent soit de l'importation ou de la production dans les zones rurales même si le petit élevage se développe dans les villes. Pour les fruits et légumes, la fraîcheur des produits est l'un des critères les plus importants pour le consommateur. Le nuage de mot (figure 1) révèle la prépondérance des termes liés à la disponibilité des produits. Les défis liés à la logistique sont ressortis ainsi comme l'un des facteurs les plus importants qui limitent l'accès aux marchés urbains comme le souligne l'analyse thématique. Pour les produits frais, la plupart des producteurs de fruits et légumes ne disposent pas de moyens de transport. En l'absence de moyens de transport adéquats, ces derniers sont obligés d'utiliser des moyens de transport classique (voiture « 7 places ») qui contribuent à dégrader la fraîcheur des produits. Ces contraintes logistiques sont exacerbées par le caractère parcellaire de la production issue de l'agroécologie. Comme l'évoque cette participante de l'étude :

Fondatrice d'une entreprise de distribution des produits agroécologiques :

Des fois ce n'est pas rentable de se déplacer auprès des producteurs parce qu'on trouve de petites quantités et que parfois même les fermes sont éloignées et donc ça ne vaut pas le coup de faire ce détour pour aller chercher le produit.



Parallèlement, du fait de la diversité des produits demandés selon les saisons, des problèmes de disponibilité se posent le plus souvent comme l'atteste cette citation :

Fondatrice d'une entreprise de distribution des produits agroécologiques :

Nous, on a tout ce qui est défi de disponibilité des produits. Comme on travaille avec des producteurs qui ont des produits à certains moments, mais qui ont de grandes difficultés à planifier leur production dans le temps.

Les acteurs de la distribution des produits dans les zones urbaines doivent alors faire recours au stockage, s'ils disposent des infrastructures afin de limiter les risques de rupture des produits agroécologiques ou de devoir recourir à des produits conventionnels. Le problème de la diversité des produits a été un des défis majeurs avec l'initiative « Sel Selal » de ENDA PRONAT. Les clients se plaignaient souvent du fait que les paniers ne fussent pas complets. Cette contrainte est soulignée dans l'analyse thématique des défis de l'accès aux marchés urbains :

Fondatrice d'une entreprise de distribution des produits locaux et agroécologiques :

Dans notre expérience avec ENDA, les paniers n'étaient pas complets en termes de diversité de produits et certains types de produits (poivrons verts/jaunes) n'y étaient pas. Certains clients ont souvent décrié le fait qu'il n'y avait pas certains légumes et qu'il n'y avait pas un tel type de légume.

Même si ce problème est lié en partie à la saisonnalité des produits agroécologiques, il soulève la question des quantités de produits disponibles de même que la diversité des producteurs engagés dans ce type de marchés dédiés à l'agroécologie.

Par ailleurs, de faibles efforts sont réalisés par les producteurs dans le calibrage et le tri des fruits et légumes. Ce manque d'incitation est dû à l'absence d'un cahier de charge formel et la faible connaissance des producteurs sur les exigences des marchés des produits agroécologiques. Ainsi, les écarts de tri sont souvent renvoyés chez le producteur ou utilisés dans la transformation (légumes et fruits). Pourtant, faire partie d'un réseau de producteurs biologiques pourrait laisser présager d'une meil-

leure qualité des produits, mais l'analyse montre que certains distributeurs se plaignent souvent de la qualité des produits maraîchers reçus.

Facteurs économiques et commerciaux

Si les problèmes de logistique posent des défis énormes sur la rentabilité économique des circuits courts, le prix bord champ déteint également sur le prix final appliqué aux consommateurs urbains. En effet, la sensibilisation menée par la plupart des organisations de la société civile tend à utiliser l'argument du meilleur prix afin de convaincre les producteurs vers la transition écologique. Cependant, cette sensibilisation tend à impacter le prix final des produits agroécologiques. En effet, certains producteurs sont souvent incités à adopter la production biologique ou agroécologique dans la perspective d'obtenir un prix premium supérieur au prix des produits conventionnels. Cette démarche signifie de facto que le producteur peut fixer un prix bord champ supérieur au prix bord champ des produits conventionnels.

En l'absence d'un mécanisme de structuration des prix spécifique à ce type de produit, le prix bord champ de certains produits maraîchers écologiques devient plus cher que le prix au détaillant des produits conventionnels. De ce fait, les produits agroécologiques deviennent hors de portée du consommateur lambda dans les zones urbaines et périurbaines. Cette situation ressort dans l'analyse thématique :

Responsable de programme Agroécologie dans une organisation de la société civile :

Ce qui est le plus déterminant, c'est le prix. On se retrouve avec une clientèle de niche qui comprend les enjeux, qui a une certaine éducation et qui est prête à mettre le prix. Le facteur prix est important.

Cette perception générale « produits chers » constitue un frein majeur pour l'adoption des produits locaux et des produits agroécologiques dans les zones urbaines.

De plus, les consommateurs lambdas ne parviennent pas à faire la différence entre les produits conventionnels et les produits agroécologiques. Ils ne disposent pas également de mécanismes de différenciation des produits biologiques et conventionnels. Dans les marchés conventionnels qui sont les plus fréquentés, il n'existe pas de caractères distinctifs entre les produits conventionnels et les produits agroécologiques. De plus, la labélisation

des produits agroécologiques ne résonne pas forcément auprès des consommateurs et des grands commerçants grossistes.

Pour les produits locaux transformés (céréales, légumes et fruits transformés), les facteurs limitant l'accès aux marchés urbains concernent l'accès au matériel de transformation, l'accès à un local adéquat, surtout en milieu urbain, ainsi que les contraintes de qualité et d'emballage des produits. Pour ce dernier point, même si des efforts considérables sont faits par les acteurs, l'obtention de l'autorisation FRA³ demeure un défi majeur pour les groupements de transformation des produits locaux. Cette autorisation requiert une certaine technicité ainsi qu'un respect strict des exigences de qualité qui sont pour la plupart du temps hors de portée des groupements dans la transformation des produits. De plus, du fait qu'il existe un seul laboratoire chargé de faire les analyses, les délais d'obtention de l'autorisation FRA sont très longs.

Même si les plateformes numériques sont de plus en plus promues pour décupler les opportunités de marché des produits locaux, les produits frais se vendent difficilement à travers le digital. En effet, l'essentiel des clients souhaitent constater de visu la fraîcheur des fruits et légumes comme le souligne cette citation :

Fondatrice d'une entreprise de distribution des produits locaux et agroécologiques :

Les gens veulent venir, choisir leurs légumes, vérifier la fraîcheur. Il y a eu beaucoup de retours des clients sur la partie vente en ligne. Le marché physique fonctionne beaucoup plus. Ceux qui achètent en ligne sont rares. Même ceux qui sont occupés disent à la femme de ménage d'aller sur place pour acheter directement et s'assurer que les produits sont frais.

Figure 1 : Fréquence de mots pour les facteurs limitant l'accès aux marchés urbains



Source : Entretiens et travaux de l'auteur

3 L'autorisation de fabrication et de mise en vente communément appelé (code FRA) permet la fabrication, la transformation et le conditionnement en vue de la vente de tous produits destinés à l'alimentation humaine ou animale au Sénégal.

3.2. Facteurs limitant l'adoption des produits locaux

L'analyse thématique permet de ressortir divers facteurs limitant l'adoption des produits locaux par les consommateurs urbains. La question du prix se pose avec acuité et est évoquée par la majorité des informateurs clés ciblés par l'étude. La perception des consommateurs urbains est que les produits locaux sont en général plus chers. L'analyse fait ressortir deux types de facteurs : les facteurs liés à l'information du consommateur et les facteurs d'ordre socio-économique. Pour les facteurs liés à l'accès à l'information des consommateurs, l'un des grands défis est la limitation des formes de valorisation des produits locaux qui sont connus par les consommateurs (valorisation des fruits et légumes en dehors de leurs usages classiques dans les plats à base de riz, valorisation des céréales, par exemple la salade avec le Sanxal⁴ de mil). De ce fait, cette faible connaissance entrave la consommation en masse des produits locaux ou des fruits et légumes issus de l'agriculture urbaine. Cet état de fait est confirmé à travers cette citation :

=====

Fondatrice d'une entreprise de distribution des produits locaux et agroécologiques :

On n'a pas une culture de consommation des légumes. Même dans le Ceebu Jën⁵, on met des légumes, mais on n'en mange pas. Tout ce qui est aubergine par exemple, on ne sait pas quoi en faire alors qu'on peut avoir de belles recettes avec les légumes.

=====

Un autre élément récurrent évoqué lors des entretiens est l'absence d'une politique publique claire sur la consommation durable. Les intervenants ont ainsi insisté sur la nécessité d'une stratégie nationale pour l'utilisation de l'agriculture urbaine comme levier de promotion de la consommation durable dans les zones urbaines et périurbaines.

4. Leviers pour l'accès aux marchés urbains et l'adoption des produits locaux par les consommateurs

L'analyse thématique fait ressortir divers leviers susceptibles de renforcer l'accès aux marchés urbains et l'adoption des produits locaux et des produits issus de l'agriculture urbaine par les

consommateurs. Ces leviers seront classés à travers les trois dimensions de l'étude.

Dimension comportementale

Avant d'agir sur la dimension économique, les acteurs conviennent qu'il faut d'abord travailler sur la perception globale des consommateurs envers les produits locaux. Même si certains stéréotypes comme la perception sur la qualité négative des produits locaux tendent à disparaître. Cela passe notamment par des campagnes de sensibilisation pour faire découvrir la diversité des formes de valorisation des produits locaux. Ces sensibilisations devraient inclure en priorité les jeunes, les femmes et les enfants afin de mieux façonner leurs goûts. Cependant, cette sensibilisation doit être une action permanente et soutenue comme l'indique cette citation :

=====

Fondatrice d'une entreprise de distribution des produits locaux et agroécologiques :

Il faut tout un travail de sensibilisation à faire sur toute l'année : travailler sur le mois du consommer local mais le dérouler sur l'année. Il faut l'inscrire dans la politique agricole avec un volet de consommation locale. Pas seulement sur le fonio, mais aussi sur les produits locaux de façon générale. Sur l'ensemble des produits transformés, il faudrait des alternatives sur les façons de les consommer. C'est tout un programme et une politique alimentaire ciblés sur les produits locaux transformés et montrer comment ils peuvent se substituer aux produits importés. Ça permet de diversifier l'alimentation et de diminuer les importations.

=====

Cette sensibilisation permet également d'inciter les consommateurs à diversifier leur alimentation. Elle passe notamment par la production de contenus visuels informant les consommateurs sur les qualités nutritionnelles des produits ainsi que les formes de valorisation possible. En outre, les acteurs s'accordent sur le fait qu'en-dehors des « farmer's market » et foires, il n'y a véritablement pas de lieux d'interactions entre producteurs et consommateurs. Cette action devrait permettre ainsi de tirer sur le levier communautaire. Par ailleurs, vu la difficulté à changer les habitudes alimentaires, il est recommandé d'agir via deux options de valorisation des produits locaux :

4 Brisures de mil

5 Riz au poisson

- La valorisation des plats dont la majorité des ingrédients sont les produits locaux ;
- L'intégration des produits locaux dans la fabrication des produits de grande consommation. Cette recommandation est soutenue par cette citation :

Responsable de programme Agroécologie dans une organisation de la société civile :

Il faut qu'on soit d'accord aussi que les personnes d'aujourd'hui ce n'est pas forcément des personnes qui vont demander à ce qu'on leur fasse du "ngurbaaré", des plats qu'ils ne connaissent pas ou avec lesquels ils n'ont pas grandi. Donc c'est de voir comment il faut avoir l'intelligence que ça soit pour les snacks des enfants, que ça soit avec les plats qu'on veut valoriser nos produits, comment on peut avoir l'intelligence de transférer vers les recettes qui intéressent et de les rendre attractives.

Dimension économique

La stabilité de l'approvisionnement des marchés urbains, l'adoption des produits locaux par les consommateurs et la meilleure rémunération des producteurs reposent sur une meilleure structuration des circuits courts. Afin de réduire les coûts, les acteurs ont recommandé la mise en place des centrales d'achat comme une solution permettant aux producteurs et aux transformateurs de réaliser des économies d'échelle (commande groupée pour l'emballage ou l'achat de matière première auprès des organisations de producteurs). L'un des freins les plus cités par les transformateurs a été la cherté de l'emballage et des équipements de transformation ainsi que l'obtention de l'autorisation

FRA. La mise en place de centrales d'achat devrait ainsi permettre de grouper les commandes des différentes unités de transformation afin de réaliser des économies d'échelle.

Dimension territoriale

Pour améliorer la coopération entre les différents acteurs pour la mise en place de systèmes alimentaires durables, les acteurs ont plaidé pour une meilleure capitalisation des expériences passées. Cela passe par l'amélioration du système de gouvernance territoriale. En effet, les acteurs ont identifié les cadres de partage de connaissances comme une opportunité unique pour améliorer la lisibilité sur les interventions dans les systèmes alimentaires dans les zones urbaines et périurbaines. La mise en place de cadres de concertation regroupant les différents types d'acteurs dans le système alimentaire permettrait de partager les bonnes pratiques et les leçons apprises. En outre, cela contribuerait également à mettre à l'échelle les cas de succès. L'un des défis identifiés dans le cadre de ce type d'initiatives reste la coordination des actions. Pour la majorité des acteurs, les actions visant la promotion de la production et la consommation durable sont souvent réalisées en silos. Pour les acteurs, les collectivités territoriales devraient mieux s'impliquer dans la coordination locale des actions et interventions de promotion de la souveraineté alimentaire dans les zones urbaines et périurbaines.

Ainsi, l'analyse de cette vision sur la souveraineté alimentaire dans les zones urbaines et périurbaines permet de mettre l'accent sur la limite des actions et stratégies déroulées par les acteurs. La perception des acteurs quant à la souveraineté alimentaire met en lumière le faible accent mis sur la responsabilité des consommateurs à endosser leur rôle dans la transformation des systèmes alimentaires en changeant leurs habitudes de consommation.

6 Le Lakhou Bissap ou Ngourbane est un plat principalement préparé à base de semoule de mil (sankhal), de poisson séché ou fumé (kethiak), d'haricots noirs (niébé), des tomates fraîches, d'oignons, d'ail et de bissap jaune séché.

Figure 2 : Vision des acteurs par rapport à la souveraineté alimentaire



Source : Entretiens et travaux de l'auteur

Les femmes, actrices d'une souveraineté alimentaire durable

La dimension genre est transversale dans le cadre de cette étude. En effet, vu les multiples rôles joués par les femmes dans la transformation, la distribution et la production dans les zones urbaines et péri urbaines, la prise en compte de la dimension genre est primordiale. Cette question est très peu abordée dans la littérature existante sur l'agriculture urbaine et péri urbaine au Sénégal. La promotion d'une souveraineté alimentaire durable devra prendre en compte les défis spécifiques des cibles marginalisés ou vulnérables comme les femmes, les jeunes et les personnes en situation d'handicap.

Afin de mieux saisir les rôles et les disparités liés au genre, l'analyse est complétée à travers l'utilisation du cadre d'analyse de « Harvard Analytical framework » qui prend en compte les facteurs suivants :

- Les rôles : qui fait quoi ?
- L'accès et le contrôle des services, des ressources et la prise de décision
- L'analyse des facteurs et tendances
- Les implications ou besoins à considérer. Ces éléments seront détaillés sur la matrice des axes stratégiques.

Tableau 3 : Analyse transversale de la dimension Genre

Rôles	Accès et contrôle des ressources
Production - Jardins maraîchers communautaires - Production à domicile avec les tables - Transformation des produits locaux Distribution - Commercialisation des produits maraîchers dans les marchés « classiques » - Commercialisation des produits transformés à travers la restauration de rue Consommation - Rôle dans l'achat des aliments (choix des lieux d'achat, choix des aliments, approvisionnement domestique) - Préparation des aliments	- Faible accès à la terre - Faibles moyens logistiques - Faible connaissance sur la sécurité sanitaire des aliments - Manque d'infrastructures de stockage et de conservation dans les marchés urbains
Facteurs	Besoins
- Faible prise en compte dans la planification urbaine - Marginalisation de la production urbaine et péri urbaine - Faible prise en compte de l'alimentation de rue dans le cadrage institutionnel et réglementaire - Capital social des femmes qui se mettent en réseau	- Planification urbaine sensible au genre - Meilleure connaissance sur le rôle et la contribution des femmes dans la souveraineté alimentaire dans les zones urbaines et périurbaines

Source : travaux de l'auteur



Conclusion

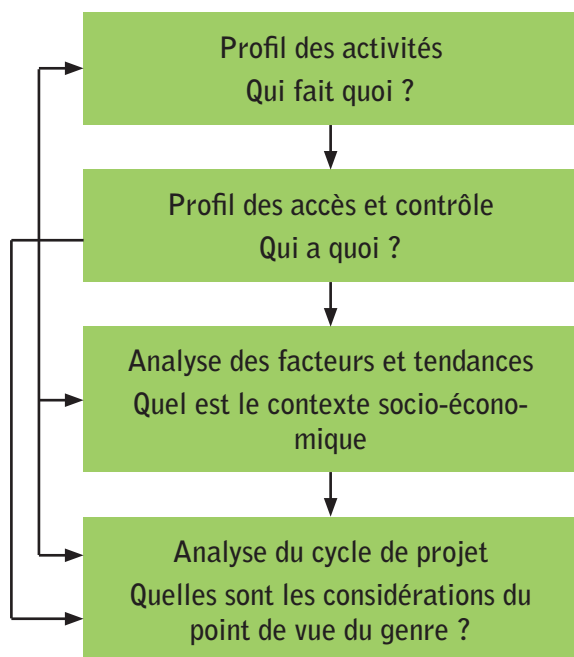
Cette étude a permis de relever la diversité des types d'interventions visant la souveraineté alimentaire dans les zones urbaines et périurbaines. Il ressort ainsi de l'analyse que les initiatives menées jusque-là par une diversité d'acteurs du système alimentaire restent saluables, mais sont pour la plupart isolées et à faible échelle. La souveraineté alimentaire, loin d'être uniquement une ambition de connecter le monde rural avec l'urbain, repose l'urgence pour les citoyens de revendiquer leurs droits à une meilleure alimentation.

Basée sur une analyse thématique, l'étude ressort ainsi la fragilité des circuits d'approvisionnement des zones urbaines et périurbaines et la dépendance des villes aux produits importés. Ces circuits font l'objet de difficultés logistiques et économiques qui militent en faveur d'une demande ali-

mentaire où la consommation de produits importés avance de plus en plus même si une dynamique de consommation des produits locaux et des produits issus de l'agriculture urbaine commence à émerger. Ces tendances de consommation alimentaire sont influencées par une combinaison de facteurs économiques, culturels, environnementaux et comportementaux parmi lesquels la perception sur les prix, la logistique, les modes de vie et de consommation. Ces barrières constituent un frein pour un changement durable dans les façons de produire et de consommer dans les zones urbaines et périurbaines. Afin d'impulser des changements durables, l'étude a identifié des leviers sur le plan comportemental, économique et territorial visant à renforcer le lien entre producteurs et consommateurs dans l'agriculture urbaine et périurbaine pour l'atteinte d'une souveraineté alimentaire dans les villes.

Annexes

Annexe 1 : cadre d'analyse de Harvard



Quelles sont les activités des hommes et des femmes (adultes, enfants, personnes âgées) ? Où et quand ces activités se déroulent ?

Qui a l'accès et le contrôle des ressources et des services ainsi que le pouvoir de décision ?

Comment les activités, les accès, les mécanismes de contrôle sont influencés par les facteurs structurels (démographiques, économiques, légaux et institutionnels) et par la culture, la religion et les attitudes

Planification du projet, mise en œuvre, évaluation et post-évaluation sensible au genre

Références bibliographiques

- Anne Siebert (2019) « Food Sovereignty and Urban Agriculture: Understanding Interlinkages and Exploring Implications in the South African Context ».
- BAD (2023) Forum Dakar 2 Nourrir l'Afrique Souveraineté alimentaire et résilience compact Sénégal.
- de Bruin, S., Dengerink, J. et van Vliet, J. (2021) « Urbanisation as driver of food system transformation and opportunities for rural livelihoods », *Food Security*, 13(4), p. 781 798. Disponible sur: <https://doi.org/10.1007/S12571-021-01182-8>.
- Chihambakwe, M., Mafongoya, P. et Jiri, O. (2018) « Urban and Peri-Urban Agriculture as A Pathway to Food Security: A Review Mapping the Use of Food Sovereignty », *Challenges*, 10(1), p. 6. Disponible sur: <https://doi.org/10.3390/CHALLE10010006>.
- Cissé, O. (2022) Challenges of Urbanisation in Dakar. Disponible sur: www.fes-senegal.org/www.greeneyezdesign.com (Consulté le: 27 mai 2025).
- Cockx, L. et Boti, B.B.D. (2025) « Urbanization shapes West African diets throughout the rural-urban continuum », *Global Food Security*, 45, p. 100858. Disponible sur: <https://doi.org/10.1016/J.GFS.2025.100858>.
- CRDI (2001) Cités horticoles en sursis ? L'agriculture urbaine dans les grandes Niayes au Sénégal. Disponible sur: <https://idrc-crدي.ca/fr/livres/cites-horticoles-en-sursis-lagriculture-urbaine-dans-les-grandes-niayes-au-senegal> (Consulté le: 18 août 2025).
- Edelman, M., Weis, T., Bavisar, A., Borras, S.M., Holt-Giménez, E., Kandiyoti, D. et Wolford, W. (2014) « Introduction: critical perspectives on food sovereignty », *Journal of Peasant Studies*, 41(6), p. 911 931. Disponible sur: <https://doi.org/10.1080/03066150.2014.963568>.
- FAO (2023) Building sustainable and resilient city region food systems. Disponible sur: <https://doi.org/10.4060/cc5184en>.
- Griffiths, P., Rousham, E., Goudet, S., Blankenship, J., Murira, Z., Schumacher, B. et Haycraft, E. (2023) « A conceptual framework of urban food security and nutrition in low- and middle-income country settings applied to the Asia-Pacific region », *Maternal & Child Nutrition*, p. e13560. Disponible sur: <https://doi.org/10.1111/MCN.13560>.
- Karg, H., Bouscarat, J., Akoto-Danso, E.K., Heinrichs, P., Drechsel, P., Amprako, L. et Buerkert, A. (2022) « Food Flows and the Roles of Cities in West African Food Distribution Networks », *Frontiers in Sustainable Food Systems*, 6, p. 857567. Disponible sur: <https://doi.org/10.3389/FSUFS.2022.857567/BIBTEX>.
- Laar, A.K., Addo, P., Aryeetey, R., Agyemang, C., Zotor, F., Asiki, G., Rampalli, K.K., Amevinya, G.S., Tandoh, A., Nanema, S., Adjei, A.P., Laar, M.E., Mensah, K., Laryea, D., Sellen, D., Vandevijvere, S., Turner, C., Osei, H., Annan, R., Milani, P., Nortey, J., Bricas, N., Mphumuzi, S., Anchang, K.Y., Jafri, A., Dhall, M., Lee, A., Mackay, S., Oti, S.O., Hofman, K., Frongillo, E.A. et Holdsworth, M. (2022) « Perspective : food environment research priorities for Africa : lessons from the Africa food environment research network ». Disponible sur: <https://doi.org/10.1093/advances/nmac019>.
- Lee, C.C., Zeng, M. et Luo, K. (2024) « The impact of urbanization on food security in China », *International Review of Economics & Finance*, 93, p. 1159 1175. Disponible sur: <https://doi.org/10.1016/J.IREF.2024.05.037>.
- Mahamet TIMÉRA, Rokhaya CISSÉ, Soufianou MOUSSA, Moustapha SÈYE, Codé LÔ, Ndèye Sokhna CISSÉ et Tamsir SENE (2021) Situation de l'alimentation et prospectives 2035 au Sénégal.
- March, Candida., Mukhopadhyay, Maitrayee. et Smyth, I.A.. (2008) A guide to gender-analysis frameworks. Oxfam.
- De Marinis, P., Mazzocchi, C. et Sali, G. (2023) « Perception of Microgardens in Dakar, Senegal », *JOURNAL OF AGRICULTURE AND ENVIRONMENT FOR INTERNATIONAL DEVELOPMENT*, 114(1), p. 77 98. Disponible sur: <https://doi.org/10.12895/JAEID.20201.1202>.
- Marivoet, W., Ulimwengu, J.M., Sall, L.M., Gueye, A., Savadogo, K. et Dia, K. (2021) « Hidden Hunger: Understanding Dietary Adequacy in Urban and Rural Food Consumption in Senegal ».

MARRAS, S., SALMIVAARA, M., AG BENDECH, M. et SEKI, R. (2016) Urban food systems, food security and nutrition in West Africa.

MARTA CASANOVAS, ARNE POHLMAN, JOAN ARGILAGÓS, THOMAS FENGE et OLIVER REYNOLDS (2024) Focus Economics Consensus Forecast.

Mboup, M. (2024) « The transformation of the commercial activities in West African metropolises: the case of Dakar (Senegal) », <http://journals.openedition.org/belgeo>, 3(3). Disponible sur: <https://doi.org/10.4000/11V8L>.

Mougeot, L.J.A. (2006) « Growing better Cities : urban agriculture for sustainable development ». Disponible sur: www.idrc.ca/books. (Consulté le: 18 août 2025).

Nchanji, E.B. et Nchanji, Y.K. (2022) « Urban farmers coping strategies in the wake of urbanization and changing market in Tamale, Northern Ghana », *Land Use Policy*, 121, p. 106312. Disponible sur: <https://doi.org/10.1016/J.LANDUSEPOL.2022.106312>.

Ndiaye, E.M. (2021) RIPOSTE À LA COVID-19 PAR LA PROTECTION SOCIALE ET LE RENFORCEMENT DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES LOCAUX : LE CAS DES NIAYES AU SÉNÉGAL-COPSA.

OIM (2023) Analyse satellitaire-analyse agroéconomique et profil migratoire pour l'agriculture urbaine et périurbaine dans la région de Dakar. Disponible sur: www.iom.int (Consulté le: 10 mars 2025).

Paul Adeosun, K., Greene, M. et Oosterveer, P. (2022) « Urban daily lives and out-of-home food consumption among the urban poor in Nigeria: A practice-based approach ». Disponible sur: <https://doi.org/10.1016/j.spc.2022.04.024>.

Sidia Diaouma, B., Amadou, T., Thierno Bachir, S., Mamoudou, D. et Nourou-Dine Adjani, Y. (2023) « Analyse de la distribution des produits maraîchers à Dakar (Sénégal) : logiques et fonctionnement à partir de trois marchés urbains », *Agriculture*, 6(1), p. 12 21. Disponible sur: <http://www.rafea-congo.com>.

Staatz, J. et Hollinger, F. (2016) « West African Food Systems and Changing Consumer Demands », 4. Disponible sur: <https://doi.org/10.1787/B165522B-EN>.

Stevano, S., Johnston, D. et Codjoe, E. (2020) « The Urban Food Question in the Context of Inequality and Dietary Change: A Study of Schoolchildren in Accra », *Journal of Development Studies*, 56(6), p. 1177 1189. Disponible sur: <https://doi.org/10.1080/00220388.2019.1632434>.

Véronique Thériault, Jill Bouscarat, Alban Mas Aparisi, Philipp Heinrigs et Amidou Assima (2024) Transformation des régimes et environnements alimentaires au Sahel et en Afrique de l'Ouest. 49e éd. Disponible sur: <https://doi.org/10.1787/94fe41af-fr>.

 HEINRICH BÖLL STIFTUNG
DAKAR



Fondation Heinrich Böll Sénégal
Yoff Cité Djily Mbaye Villa N°358
Yoff
Dakar - Sénégal



+221 33 825 66 06



info@sn.boell.org



www.sn.boell.org